



Des personnels et des élèves de la voie professionnelle maltraité·es !

EDITO

Les quinquennats Macron ont été marqués par deux réformes du lycée professionnel qui ont particulièrement méprisé les personnels et les élèves.

Pour les personnels, l'empilement de dispositifs utilitaristes (chef-d'œuvre, projet, co-intervention, parcours personnalisé, Avenirpro...), la diminution des heures d'enseignement disciplinaires et la multiplication de missions chronophages (orientation, évaluation par compétences, CCF, CCC...) ont largement contribué à **la perte du sens du métier**.

Dans ces réformes, le lycée professionnel a pour unique vocation de répondre aux besoins en main-d'œuvre des entreprises locales, **au détriment de l'émancipation de la jeunesse populaire qui doit être employable à merci et à bas coût**.

À chaque rentrée, **le nombre d'élèves non affecté·es en lycée professionnel augmente** et se traduit par du surbooking, des retards d'affectation ou de la déscolarisation. Plutôt que de favoriser l'apprentissage à grands coups d'argent public, il y a **nécessité à augmenter les capacités d'accueil des lycées professionnels** notamment par la création de formations répondant aux enjeux écologiques et aux besoins sociaux. Il y a **également nécessité à réintégrer les lycées professionnels dans l'Éducation prioritaire**, à les doter de moyens humains suffisants, à diminuer les effectifs par classe, et à mieux équiper les ateliers. Voilà pourquoi il faut **se mobiliser le 29 septembre : améliorer nos conditions de travail, créer des emplois et augmenter les salaires**.

MOBILISATION DU 29 SEPTEMBRE DANS TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE.

Les déclarations récentes de la ministre déléguée à l'enseignement professionnel constituent un SAV de la réforme : développer l'apprentissage et les certificats de spécialisation non-qualifiants au détriment des poursuites d'étude en BTS et territorialiser encore plus la carte des formations. La mise en place d'un « **conseil national de la refondation pour l'attractivité de la voie professionnelle** » que la **CGT Éduc'action boycottera**, apparaît dans ce contexte comme une provocation.

La CGT Éduc'action s'est mobilisée sans relâche contre ces réformes réactionnaires. Voter CGT Éduc'action aux élections professionnelles de décembre 2026 c'est voter pour un lycée professionnel émancipateur qui trouve ses racines dans le programme du Conseil National de la Résistance ! **Il s'agit en effet pour la CGT Éduc'action de former des femmes et des hommes, des travailleuses et des travailleurs, des citoyennes et des citoyens.**

CGT Éduc'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr



0155827655



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation